

# **Politique de gouvernance en matière de protection des renseignements personnels**

**Adoptée le 27 mars 2024**

# Table des matières

<b>1. PRÉAMBULE</b> .....	3
<b>2. CADRE LÉGAL</b> .....	3
<b>3. DÉFINITIONS</b> .....	3
<b>4. CHAMP D'APPLICATION</b> .....	5
<b>5. OBJECTIFS</b> .....	5
<b>6. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</b> .....	5
6.1 Collecte des renseignements personnels.....	5
6.2 Conservation et utilisation des renseignements personnels .....	6
6.3 Inventaire des renseignements personnels .....	7
6.4 Communication à des tiers.....	7
6.5 Destruction ou anonymisation .....	7
<b>7. RÔLES ET RESPONSABILITÉS</b> .....	8
7.1 Conseil de la MRC.....	8
7.2 Direction générale .....	8
7.3 Les directeurs de services.....	9
7.4 Responsable de la protection des renseignements personnels.....	9
7.5 Responsable de l'accès aux documents .....	10
7.6 L'ensemble du personnel .....	10
<b>8. INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ</b> .....	11
<b>9. TRAITEMENT DES PLAINTES</b> .....	11
<b>10. SANCTIONS</b> .....	12
<b>11. ENTRÉE EN VIGUEUR</b> .....	12
<b>12. ÉVALUATION ET RÉVISION</b> .....	12

## 1. PRÉAMBULE

La présente politique constitue le cadre normatif général encadrant la gouvernance des renseignements personnels de la MRC de Montcalm (ci-après la MRC), en conformité avec ses obligations légales, notamment celles découlant de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après la *Loi sur l'accès*).

La présente politique témoigne de l'engagement de la MRC à protéger les renseignements personnels qu'elle collecte et traite dans le cadre de ses activités dans le respect des lois et règlements applicables.

## 2. CADRE LÉGAL

La présente politique est soumise, notamment aux dispositions suivantes :

- *Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels;*
- *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels;*
- *Loi sur les archives;*
- *Règlement sur le calendrier de conservation, le versement, le dépôt et l'élimination des archives publiques;*
- *Règlement excluant certains organismes publics de l'obligation de former un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels;*
- *Code civil du Québec;*
- *Charte des droits et libertés de la personne.*

## 3. DÉFINITIONS

- **ARCHIVES** : Ensemble des documents, quel que soit leur nature ou leur support, qui ont été produits ou reçus par la MRC dans le cadre de ses activités;
- **CAI** : Désigne la Commission d'accès à l'information créée en vertu de la *Loi sur l'accès*;
- **CALENDRIER DE CONSERVATION** : Outil de gestion approuvé par Bibliothèque et Archives nationales du Québec regroupant les règles qui indiquent, pour chaque type de document, ses périodes d'utilisation, ses supports de conservation, son cheminement et son traitement, de sa création, jusqu'à son archivage ou sa destruction;

- **CYCLE DE VIE** : Ensemble des états constituant un document depuis sa création, en passant par son déclassement, jusqu'à son archivage ou sa destruction;
- **DOCUMENT** : Tout support d'information, y compris les données qu'il y renferme, produit ou reçu par la MRC dans le cadre de ses activités et susceptible d'être utilisé pour consultation, étude ou preuve;
- **DOSSIER** : Ensemble de documents portant sur un même sujet et regroupé dans ou sous un support donné;
- **EXPLOITABILITÉ** : État de ce dont l'utilisation est assurée dans le cadre de ses activités;
- **INFORMATION SENSIBLE OU CONFIDENTIELLE** : Information dont la divulgation pourrait porter préjudice à la MRC ou à une personne physique;
- **LOI SUR L'ACCÈS** : Désigne la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ c. A -2,1;
- **PRP** : Désigne la protection des renseignements personnels;
- **RENSEIGNEMENT PERSONNEL (OU RP)** : Désigne toute information qui concerne une personne physique permettant de l'identifier directement ou indirectement, comme : l'adresse postale, le numéro de téléphone, le courriel ou le numéro de compte bancaire, qu'il s'agisse de données personnelles ou professionnelles;
- **RENSEIGNEMENT PERSONNEL (OU RP) SENSIBLE** : Désigne tout renseignement personnel qui suscite un haut degré d'attente raisonnable en matière de vie privée de tout individu, notamment en raison du préjudice potentiel à la personne en cas d'incident de confidentialité, comme l'information financière, les informations médicales, les données biométriques, le numéro d'assurance sociale, le numéro de permis de conduire ou l'orientation sexuelle;
- **RESPONSABLE DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS (OU RAD)** : Désigne la personne qui, conformément à la *Loi sur l'accès*, exerce cette fonction et répond aux demandes d'accès aux documents de la MRC;
- **RESPONSABLE DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (OU RPRP)** : Désigne la personne qui, conformément à la *Loi sur l'accès*, exerce cette fonction et veille à la protection des renseignements personnels détenus par la MRC.

## 4. CHAMP D'APPLICATION

La présente politique s'applique à l'ensemble du personnel de la MRC et vise tous les renseignements personnels recueillis dans le cadre de ses activités.

## 5. OBJECTIFS

La politique de gouvernance en matière de PRP vise les objectifs suivants :

- Énoncer les orientations et les principes directeurs destinés à assurer efficacement la PRP;
- Protéger les RP recueillis par la MRC tout au long de leur cycle de vie ;
- Assurer la conformité aux exigences légales applicables à la PRP, dont la *Loi sur l'accès*, et aux meilleures pratiques en cette matière ;
- Assurer la confiance du public en la MRC, faire preuve de transparence concernant le traitement des RP et les mesures de PRP appliquées par la MRC et leur donner accès lorsque requis.

## 6. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

### 6.1 Collecte des renseignements personnels

La MRC ne collecte que les RP nécessaires aux fins de ses activités. Sous réserve des exceptions prévues à la *Loi sur l'accès*, la MRC ne procède pas à la collecte de RP sans avoir préalablement obtenu le consentement de la personne concernée.

Est entendu, que le consentement doit être donné à des fins spécifiques pour une durée nécessaire à la réalisation des fins auxquelles il est demandé. Le consentement de la personne concernée doit être :

- a) Manifeste : ce qui signifie qu'il est évident et certain ;
- b) Libre : ce qui signifie qu'il doit être exempt de contraintes ;
- c) Éclairé : ce qui signifie qu'il est pris en toute connaissance de cause.

Au moment de la collecte de tout RP, la MRC s'assure d'obtenir de façon expresse le consentement libre et éclairé de la personne concernée. La MRC doit notamment indiquer :

- a) Les fins auxquelles tout RP est requis ;
- b) Le caractère obligatoire ou facultatif de la demande de collecte de RP ;
- c) Les conséquences, pour la personne concernée, d'un refus de répondre à la demande ;

- d) Les conséquences, pour la personne concernée, d'un retrait de son consentement à la communication ou à l'utilisation des RP suivant une demande facultative ;
- e) Les droits d'accès et de rectification aux RP collectés ;
- f) Les moyens par lesquels tout RP est recueilli ;
- g) Les précisions nécessaires relativement (1) au recours par la MRC à une technologie afin de recueillir tout RP, comprenant des fonctions qui permettent l'identification, la localisation ou le profilage de la personne concernée et (2) aux moyens offerts, à la personne concernée, pour en activer ou désactiver les fonctions ;
- h) Les précisions relatives à la durée de conservation de tout RP ;
- i) Les coordonnées de la personne responsable de la PRP au sein de la MRC.

## 6.2 Conservation et utilisation des renseignements personnels

La MRC restreint l'utilisation de tout RP aux fins pour lesquelles il a été recueilli et pour lequel la MRC a obtenu le consentement exprès de la personne concernée, le tout sous réserve des exceptions prévues par la *Loi sur l'accès*.

La MRC limite l'accès à tout RP détenu aux seules personnes pour lesquelles ledit accès est requis à l'exercice de leurs fonctions au sein de la MRC.

La MRC applique des mesures de sécurité équivalente, quelle que soit la sensibilité des RP détenus afin de prévenir les atteintes à leur confidentialité et à leur intégrité sous réserve des exceptions prévues à la *Loi sur l'accès*.

La MRC conserve les données et documents comportant des RP, selon le délai le plus court :

- a) pour la durée nécessaire à l'utilisation pour laquelle ils ont été obtenus;
- ou**
- b) conformément aux délais prévus à son calendrier de conservation.

Lors de l'utilisation de tout RP, la MRC s'assure de l'exactitude du RP. Pour ce faire, elle valide son exactitude auprès de la personne concernée de façon régulière et, si nécessaire, au moment de son utilisation.

La MRC accorde le même haut taux d'attente raisonnable de protection, en matière de confidentialité et d'intégrité envers tout RP qu'elle collecte, conserve et utilise que le RP soit sensible ou non.

### 6.3 Inventaire des renseignements personnels

La MRC établit et maintient à jour un inventaire de ses fichiers de renseignements personnels.

Cet inventaire doit contenir les indications suivantes :

- a) la désignation de chaque fichier, les catégories de renseignements qu'il contient, les fins pour lesquelles les renseignements sont conservés et le mode de gestion de chaque fichier ;
- b) la provenance des renseignements versés à chaque fichier ;
- c) les catégories de personnes concernées par les renseignements versés à chaque fichier ;
- d) les catégories de personnes qui ont accès à chaque fichier dans l'exercice de leurs fonctions ;
- e) les mesures de sécurité prises pour assurer la protection des renseignements personnels.

### 6.4 Communication à des tiers

La MRC ne peut communiquer à des tiers tout RP sans un consentement exprès de la personne concernée, sauf exception prévue à la *Loi sur l'accès*.

La MRC indique, dans les registres exigés par la *Loi sur l'accès*, toutes les informations relatives à la transmission de tout RP à un tiers à quelques fins que ce soit.

### 6.5 Destruction ou anonymisation

Lorsque des RP ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis et lorsque le délai prévu au calendrier de conservation est expiré, la MRC doit les détruire de façon irréversible ou les rendre anonymes.

La procédure de destruction devra être approuvée par le conseil de la MRC et le RPRP afin de s'assurer notamment du respect de l'article 199 du *Code municipal*.

L'anonymisation vise une fin sérieuse et légitime et la procédure est irréversible.

## 7. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

### 7.1 Conseil de la MRC

Le conseil de la MRC approuve la Politique et veille à sa mise en œuvre, notamment en s'assurant :

- De prendre les décisions nécessaires relevant de sa compétence pour voir à la mise en œuvre et au respect de la présente Politique;
- Que la direction générale et les directeurs de service de la MRC fassent la promotion d'une culture organisationnelle fondée sur la protection des RP et des comportements nécessaires afin d'éviter tout incident de confidentialité;
- Que le RPRP et le RAD puissent exercer de manière autonome leurs pouvoirs et responsabilités.

### 7.2 Direction générale

La direction générale est responsable de la qualité de la gestion de la PRP et de l'utilisation de toute infrastructure technologique de la MRC à cette fin.

Conformément au *Règlement excluant certains organismes publics de l'obligation de former un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels*, la direction générale assume les tâches qui sont dévolues au Comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels :

- Définir et approuver les règles de gouvernance en matière de PRP au sein de la MRC;
- Définir et approuver les orientations en matière de PRP au sein de la MRC;
- Formuler des avis sur les initiatives d'acquisition, de déploiement et de refonte de système d'information ou de toute nouvelle prestation électronique de services de la MRC nécessitant la collecte, l'utilisation, la conservation, la communication à des tiers ou la destruction des RP, et ce, tant au moment de la mise en place de ces initiatives que lors de toute modification à celles-ci.

Elle doit également mettre en œuvre la présente Politique en :

- Veillant à ce que le RPRP et le RAD puissent exercer de manière autonome leurs pouvoirs et responsabilités;
- S'assurant que les valeurs et les orientations en matière de PRP soient partagées et véhiculées par tout gestionnaire et employé de la MRC;
- Planifiant et assurant la réalisation des activités de formation des employés de la MRC en matière de PRP;

- Veillant à ce que la MRC connaisse les orientations, les directives et les décisions formulées par la CAI en matière de PRP;
- Évaluant, le niveau de PRP au sein de la MRC;
- Apportant les appuis financiers et logistiques nécessaires à la mise en œuvre et au respect de la présente politique;
- Exerçant son pouvoir d'enquête et appliquant les sanctions appropriées aux circonstances pour le non-respect de la présente Politique.

### 7.3 Les directeurs de services

Chaque directeur de service est responsable de veiller à la PRP au sein du service qu'il dirige ainsi que des infrastructures technologiques nécessaires à cette fin auxquelles les employés du service et lui ont accès dans le cadre de leurs fonctions à la MRC.

À ce titre, chaque directeur de service doit :

- Faire connaître la présente politique en matière de PRP aux employés de son service et s'assurer de son application et son respect par ceux-ci;
- S'assurer que les mesures de sécurité déterminées et mises en place soient appliquées systématiquement à l'occasion de son emploi et de celui des employés qu'il dirige dans le service dont il est responsable;
- Participer à la sensibilisation de chaque employé de son équipe aux enjeux de la PRP;
- Lors du départ d'un membre du personnel possédant des dossiers papier, s'assurer du transfert de ceux-ci à un successeur ou au Service des archives.

### 7.4 Responsable de la protection des renseignements personnels

Le RPRP, en collaboration avec le RAD, contribue à assumer une saine gestion de la PRP au sein de la MRC. Il soutient le conseil, la direction générale et l'ensemble du personnel de la MRC dans la mise en œuvre de la présente Politique.

Notamment, le RPRP s'assure de :

- Définir, en collaboration avec la direction générale, les orientations en matière de PRP au sein de la MRC;
- Déterminer la nature des RP devant être collectés par les différents services de la MRC, leur conservation, leur communication à des tiers et leur destruction;
- Suggérer les adaptations nécessaires en cas de modifications à la *Loi sur l'accès*, à ses règlements afférents ou l'interprétation des tribunaux, le cas échéant;

- Planifier et assurer, en collaboration avec la direction générale, la réalisation des activités de formation des employés de la MRC en matière de PRP;
- Formuler à la direction générale, des avis sur les initiatives d'acquisition, de déploiement et de refonte de systèmes d'information ou de toute nouvelle prestation électronique de services de la MRC nécessitant la collecte, l'utilisation, la conservation, la communication à des tiers ou la destruction des RP, tant au moment de la mise en place de ces initiatives que lors de toute modification à celles-ci;
- Formuler des avis sur les mesures particulières à respecter quant aux sondages qui collectent ou utilisent des RP, ou encore en matière de vidéosurveillance;
- Veiller à ce que la MRC connaisse les orientations, les directives et les décisions formulées par la CAI en matière de PRP;
- Évaluer, en collaboration avec la direction générale, le niveau de PRP au sein de la MRC.

## 7.5 Responsable de l'accès aux documents

Dans le cadre de cette fonction, le responsable de l'accès aux documents doit :

- Recevoir toutes les demandes qui sont de la nature d'une demande d'accès aux documents au sens de la *Loi sur l'accès*, y compris les demandes d'informations;
- Répondre aux requérants de l'accès à des documents en fonction des prescriptions de la *Loi sur l'accès*.

## 7.6 L'ensemble du personnel

Chaque membre du personnel doit :

- Prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger les RP;
- Mettre tout en œuvre pour respecter le cadre légal applicable et les mesures prévues aux différentes politiques et directives de la MRC en lien avec la protection des RP;
- N'accéder qu'aux RP nécessaires dans l'exercice de ses fonctions;
- Signaler au PRPR tout incident de confidentialité ou traitement irrégulier des RP;
- Participer activement à toute activité de sensibilisation ou formation données en matière de PRP;
- Collaborer avec le RPRP et le RAD.

## 8. INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ

L'accès, l'utilisation ou la communication non autorisés de tout RP ou sa perte constituent un incident de confidentialité au sens de la Loi sur l'accès.

La MRC assure la gestion de tout incident de confidentialité conformément à la procédure de gestion des incidents de confidentialité dont font partie les règles suivantes :

- Tout incident de confidentialité avéré ou potentiel doit être rapporté le plus rapidement possible au RPRP par toute personne qui s'en rend compte ;
- Le RPRP doit réviser l'information rapportée afin de déterminer s'il s'agit d'un incident de confidentialité et dans l'affirmative :
  - Inscrire l'information pertinente au registre des incidents de confidentialité de la MRC ;
  - Aviser la CAI et toute personne concernée par l'incident de confidentialité ;
  - Identifier et recommander l'application de mesures d'atténuation appropriées, le cas échéant.

## 9. TRAITEMENT DES PLAINTES

Toute personne physique qui estime que la MRC n'assure pas la protection des RP de manière conforme à la *Loi sur l'accès* peut porter plainte de la manière suivante :

- a) Une plainte ne peut être considérée uniquement si elle est faite par écrit par une personne physique qui s'identifie;
- b) Telle demande est adressée au RPRP de la MRC;
- c) Le RPRP avise par écrit le requérant de la date de la réception de sa plainte et indique les délais pour y donner suite;
- d) Le RPRP donne suite à une plainte avec diligence et au plus tard dans les vingt jours ouvrables suivant la date de sa réception;
- e) Si le traitement de la plainte dans le délai prévu à l'article 19.4 de la présente Politique paraît impossible à respecter sans nuire au déroulement normal des activités de la MRC, le RPRP peut, avant l'expiration de ce délai, le prolonger d'une période raisonnable et en donne avis au requérant, par tout moyen de communication permettant de joindre ce dernier;
- f) À l'issue de l'examen de la plainte, le RPRP transmet au plaignant une réponse finale écrite et motivée;
- g) Si le plaignant n'est pas satisfait de la réponse obtenue ou du traitement de sa plainte, il peut s'adresser par écrit à la CAI.

## **10. SANCTIONS**

Tout employé de la MRC qui contrevient à la présente Politique ou aux lois et à la réglementation en vigueur applicable en matière de PRP s'expose, en plus des pénalités prévues aux lois, à une mesure disciplinaire pouvant aller jusqu'au congédiement. La direction générale, de concert avec le Service des Ressources humaines, est chargée de décider de l'opportunité d'appliquer la sanction appropriée, le cas échéant. La MRC peut également transmettre à toute autorité judiciaire les informations colligées sur tout employé, qui portent à croire qu'une infraction à l'une ou l'autre loi ou règlement en vigueur en matière de PRP a été commis.

## **11. ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente politique entre en vigueur dès son adoption par le conseil.

## **12. ÉVALUATION ET RÉVISION**

Cette politique est évaluée et révisée au besoin par la direction générale.